ACCUSANT DES MÉDIAS DE FAUSSES INTERPRÉTATIONS DE SES PROPOS

Ouyahia dément avoir attaqué Sellal

Ouyahia dément s'en être pris un jour au désormais ex-Premier ministre Abdelmalek Sellal, mettant cela sur le compte de simples «interprétations des médias».

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Le secrétaire général du RND se défend d'avoir attaqué le prédécesseur de Abdelmadjid Tebboune à la tête du gouvernement. Intervenant, hier, à la clôture de la troisième session du Conseil national du parti, Ahmed Ouyahia a tenu à rectifier le tir, signifiant que son propos sur la démagogie et le populisme dont, selon lui, «l'Algérie doit s'éloigner» et qu'il n'a de cesse de marteler depuis pratiquement son retour en fanfare à la tête du RND, visait d'autres personnes et parties que l'ex-Premier ministre, Abdelmalek Sellal.

Et il a beau prendre la précaution de ne pas la nommer, Ouyahia change de cible en visant l'opposition, usant de fausses questions : «Qui pratique la démagogie, le gouvernement et le chef de gouvernement qui a présenté la loi de finances 2017 ou ceux qui voulaient le chaos dans le pays, affirmant que le gouvernement voulait écraser le peuple ? Qui pratique la démagogie, le gouvernement précédent qui a présenté l'amendement de la loi sur le régime des retraites ou les gens qui jugent le pays en disant que ce gouvernement veut spolier les droits des travailleurs ?»

Pour Ouyahia, même si de temps à autre, il peut y avoir de l'incompréhension même si l'allocution a été distribuée en arabe et en français, il y a d'autres objectifs», disait-il, dans une allusion, qui ne fait aucun doute, aux partis de l'opposition qui avaient, à l'unisson, dénoncé et dénoncent encore les deux lois adoptées par le Parlement. Il promettra davantage «d'éclaircissements» lors de sa conférence de presse prévue ce matin.

Pour rappel, il y a près de deux ans déjà, Ouyahia, qui venait de reprendre triomphalement les rênes de son parti, avait commencé ses diatribes contre le gouvernement de l'époque qu'il invitait à «dire la vérité au peuple sur la situation économique et financière du pays». Le non-dit dans ce propos de Ouyahia est que l'ex-Premier ministre ne disait pas la vérité au peuple contrairement à son homologue de 1986 qui, lui, «rassurait les Algériens sur la capacité du pays à faire face à la crise et d'anticiper. La suite, on la connaît», comme il le soutenait en juillet 2015.

Une diatribe que le patron du RND poursuivra, depuis, y mettant même du zèle comme lors de la campagne électorale pour les élections législatives du 4 mai dernier. Ouyahia ne cessait, en effet, d'appeler à «en finir avec le populisme et la démagogie» ce qu'il conseille même au nouvel exécutif.

Un nouveau gouvernement auquel le Conseil national du RND vient de signifier son soutien dans son action pour la mise en œuvre du programme du président de la République. Aussi, l'instance légiférant du parti entre deux congrès a réitéré son «soutien indéfectible dû au président de la République et lui rend hommage pour la sagesse avec laquelle il conduit l'Algérie dans un contexte financier national difficile et dans un environnement international complexe».

Photo : Samir Sid

Ahmed Ouyahia.

Sur un autre plan purement organique, le Conseil national du RND a approuvé l'exclusion de certains de ses membres qui se sont portés candidats sur des listes autres que celles du parti lors des dernières élections législatives, comme celle de cinq autres membres démissionnaires. Autant de sièges vacants à ajouter à ceux des trois membres décédés, qui ont été pourvus à l'occasion. A ce propos, Ouyahia a démenti la fin de fonction du secrétaire de wilaya de Tizi-Ouzou, «fausse information» qu'il a imputée à un «groupe bien déterminé qui veut créer la zizanie». Il a appelé la base militante du parti à plus de «vigilance».

Aussi, un remaniement a été opéré au sein du secrétariat national du parti avec le remplacement de pas moins de quatre de ses membres, mouvement qui a vu notamment le ministre des Moudjahidine rejoindre l'exécutif.

M. K.

IL SE RENDRA BIENTÔT À ALGER

Macron débloquera-t-il le dossier Peugeot ?

La visite qu'effectuera «dans les toutes prochaines semaines» en Algérie le Président français, Emmanuel Macron, sera marquée du sceau économique comme cela est de coutume à chaque venue d'un chef d'Etat français. Le dossier Peugeot, qui traîne encore, devra occuper les discussions entre les deux parties française et algérienne.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Entre les deux pays, il existe plusieurs points de satisfaction en matière de coopération bilatérale, en témoigne le projet Renault ainsi que d'autres partenariats autrement réussis. Mais, tant d'un côté comme de l'autre, a-t-on réellement la même vision ? Pas si sûr, à en croire l'expert Ferhat Aït Ali.

«Du côté algérien, il semble que le politique a pris le dessus sur l'économique, mais du côté français, c'est l'inverse. Pour l'instant, les gros des contentieux commerciaux entre les deux parties a été réglé par Sellal, soit par compromis, soit au profit des thèses françaises. Il reste le dossier Peugeot, qui butera sur un obstacle de taille, dans la mesure où c'est toute cette industrie de montage qui est à revoir, et pas uniquement ce dossier ou un autre, Macron va tenter de le faire passer, mais cela va être assez difficile, si toute la vision algérienne sur ce secteur est revue, dans un sens plus conforme aux intérêts algériens», relève-t-il.

Mieux, la vision française des relations avec l'Algérie, en matière économique, daterait, selon Aït Ali, des années 1970, et «celle-ci considère l'émigration même de deuxième ou troisième générations comme une sorte de carte économique ou de service rendu à l'Algérie, qu'un phénomène interne à la société et à l'Etat français».

Dans l'état actuel des choses, croit durement l'économiste, et sauf changement de vision localement, avec un plan économique précis, il n'y a aucune chance de voir la vision française évoluer dans le sens d'une coopération sans arrière-pensées, ou d'une relation neutre et sans préjugés de départ. «Je ne pense pas que Macron, lié directement aux intérêts des entreprises françaises, impliquées dans le marché algérien comme exportatrice, aura une vision différente de celle de ses prédécesseurs, tant qu'il n'aura pas en face une vraie vision économique, dans laquelle la France sera invitée à jouer un rôle positif aux côtés d'autres puissances, ou à céder la place, si tel n'est pas son projet chez nous», dit-il.

Photo : DR

Emmanuel Macron.

L'économiste aimerait voir la partie algérienne mettre sur la table la révision de l'accord d'association avec l'UE, en demandant aux Français de se positionner avec ou clairement contre les thèses algériennes. «Dans notre demande, on saura au moins qui fait quoi et qui est qui, vis-à-vis de nous en Europe», explique-t-il. Il ne manque pas de rappeler qu'en 1995, alors que l'Algérie était durement touchée par le terrorisme, la France, à travers sa compagnie aérienne, avait été «aux avant-postes de l'embargo aérien qui s'en est suivi et que toute l'Europe a appliqué, avant de conditionner son retour chez nous par des conditions de quasi-monopole sur le ciel, vers la France, sachant à cette époque qu'Air Algérie ne faisait pas le poids toute seule». Il reste que les entreprises françaises consolident leur place en Algérie, devant leurs homologues d'autres nationalités.

Une récente étude dévoilée par la Chambre de commerce et d'industrie algéro-française (CCIAF) révèle que l'investissement français est le plus diversifié et plus important parmi les sociétés étrangères hors hydrocarbures. Ce travail, basé sur les bilans de l'année 2014, est fondé sur une analyse des comptes sociaux des 50 plus grandes sociétés étrangères hors hydrocarbures de chacun de 6 pays partenaires implantés en Algérie, que sont la France, l'Espagne, l'Italie, la Chine, la Turquie et l'Allemagne. En termes de chiffres, le total net des IDE français en Algérie, à fin 2014, est de l'ordre de 2 019 millions d'euros.

Y. D.

COOPÉRATION

Le ministre des Affaires étrangères français demain à Alger

Le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, effectuera lundi une visite de 24 heures en Algérie, a annoncé samedi le Quai d'Orsay.

Aucun détail de la visite n'a été communiqué pour le moment par le ministère français.

Le Drian était en visite en Égypte, jeudi dernier, pour aborder, entre autres, le dossier libyen qu'il a qualifié d'enjeu important. Avant Le Caire il s'était déplacé, dimanche dernier, à Tunis. Il se rendra jeudi prochain au Sénégal, et vendredi en Mauritanie, selon son agenda hebdomadaire.

La visite de Le Drian à Alger interviendra à quelques semaines de la visite annoncée en Algérie du président français Emmanuel Macron.

Un communiqué de la présidence algérienne a indiqué, vendredi, que le Président Bouteflika et son homologue français ont souligné, dans un entretien téléphonique jeudi, leur volonté de consolider les relations d'amitié et de coopération entre l'Algérie et la France.

Ils ont également souligné leur «détermination commune pour conjuguer leurs efforts en vue d'extirper le terrorisme de la région du Sahel».

Les présidents Abdelaziz Bouteflika et Emmanuel Macron ont procédé, par ailleurs, à un échange de vue sur la situation en Libye et au Mali.

Les présidents Abdelaziz Bouteflika et l'ancien président François Hollande ont signé en décembre 2012, la Déclaration d'Alger pour dynamiser les relations entre les deux pays.

Un Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN), réunissant les deux gouvernements et co-présidé par les Premiers ministres des deux pays, a été mis en place et les décisions prises dans ce cadre sont suivies par Comité mixte économique franco-algérien (COMEFA).

APS